

## **GE\_GERICHTE A/2280/2008 vom 8. Juli 2008**

GE Cour de justice, 2008-07-08, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge\\_gerichte\\_A\\_2280\\_2008](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_A_2280_2008)

FR: GE\_GERICHTE A/2280/2008 du 8 juillet 2008

IT: GE\_GERICHTE A/2280/2008 del 8 luglio 2008

### **Volltext**

Genève Cour de justice (Cour de droit public) Chambre administrative 08.07.2008  
A/2280/2008

A/2280/2008 ATA/370/2008 du 08.07.2008 ( DES ) , ACCORDE Parties : MORISOD Yvonne / DEPARTEMENT DE L'ECONOMIE ET DE LA SANTE RÉPUBLIQUE ET CANTON DE GENÈVE POUVOIR JUDICIAIRE A/2280/2008-DES ATA/370/2008 DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF du 8 juillet 2008 sur effet suspensif dans la cause Madame Yvonne MORISOD représentée par Me Christian Buonomo, avocat contre DÉPARTEMENT DE L'ÉCONOMIE ET DE LA SANTÉ Vu les recours interjetés les 25 juin 2008 (cause A/2280/2008) et 2 juillet 2008 (cause A/2398/2008) par Madame Yvonne Morisod contre les décisions du département de l'économie et de la santé (ci-après : DES) des 23 et 24 juin 2008, déclarées exécutoires nonobstant recours ; vu la demande de restitution d'effet suspensif ; vu la détermination du DES sur cette question lequel s'en est rapporté à justice le 7 juillet 2008 ; vu l'article 66 alinéa 2 de la loi sur la procédure administrative du 12 septembre 1985 ; considérant que l'intimé n'invoque aucun intérêt public prépondérant justifiant que les amendes prononcées doivent être payées immédiatement avant que ne soit examiné le fond du litige ; LA PRÉSIDENTE DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF préalablement : joint les causes A/2280/2008 et A/2398/2008 sous numéro A/2280/2008 ; sur effet suspensif : restitue l'effet suspensif aux deux recours précités ; au fond : fixe au département de l'économie et de la santé un délai au 15 août 2008 pour répondre sur le fond ; réserve le sort des frais de la procédure jusqu'à droit jugé au fond ; dit que, conformément aux articles 82 et suivants de la loi fédérale sur le Tribunal fédéral du 17 juin 2005 (LTF - RS 173.110), la présente décision peut être portée dans les trente jours qui suivent sa notification par-devant le Tribunal fédéral, par la voie du recours en matière de droit public ; le mémoire de recours doit indiquer les conclusions, motifs et moyens de preuve et porter la signature du recourant ou de son mandataire ; il doit être adressé au Tribunal fédéral, 1000 Lausanne 14, par voie postale ou par voie électronique aux conditions de l'article 42 LTF. La présente décision et les pièces en possession du recourant, invoquées comme moyens de preuve, doivent être joints à l'envoi ; communique la présente décision, en copie, à Me Christian Buonomo, avocat de la recourante ainsi qu'au département de l'économie et de la santé. La présidente du Tribunal administratif : L. Bovy Copie conforme de cette décision a été communiquée aux parties. Genève, le la greffière :

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.